

L'emploi public en 2021 en Centre-Val de Loire : davantage d'entrants que de sortants

Insee Flash Centre-Val de Loire • n° 81 • Juillet 2024

Fin 2021, la fonction publique emploie plus de 190 000 agents en région Centre-Val de Loire. En proportion de sa population, la région compte moins d'agents publics qu'en moyenne en France métropolitaine hors Île-de-France. En 2021, le Centre-Val de Loire compte davantage d'arrivées que de départs. Parmi les agents publics de la région, 2,4 % travaillaient dans un département différent l'année précédente. Les agents publics de catégorie A et les plus jeunes sont plus mobiles géographiquement. L'Île-de-France est la première région d'origine et de destination des agents publics. Au niveau départemental, les mobilités se font surtout avec les autres départements de la région ou ceux à proximité.

En partenariat avec :



Au 31 décembre 2021, 193 200 agents travaillent dans la fonction publique en Centre-Val de Loire, hors militaires, élèves et services civiques. Les agents se répartissent entre la fonction publique d'État (37 %), la fonction publique territoriale (36 %) et la fonction publique hospitalière (27 %).

En 2021, le taux d'administration (nombre d'agents publics pour 1 000 habitants) de la région est de 75,1 ‰ (77,7 ‰ en France métropolitaine hors Île-de-France). Il est identique à celui de 2016 dans un contexte de quasi stabilité de la population. Le Centre-Val de Loire est la troisième région métropolitaine hors Île-de-France selon le nombre d'agents publics dans le versant hospitalier pour 1 000 habitants (20,4 ‰), après la Bourgogne-Franche-Comté (22,9 ‰) et la Normandie (21,2 ‰). L'offre de soin est pourtant relativement moins développée que dans d'autres régions mais repose proportionnellement davantage sur les professionnels de santé ayant le statut d'agent public et moins sur ceux ayant une pratique libérale ou salariés du privé. Le nombre d'agents publics rapporté à la population de Centre-Val de Loire est parmi les plus faibles des taux régionaux dans la fonction publique d'État et la fonction publique territoriale (respectivement 27,8 ‰ et 26,9 ‰ contre 30,1 ‰ et 28,8 ‰ en métropolitaine hors Île-de-France).

Parmi les agents publics de la région, 37 % sont de catégorie A, 19 % de catégorie B et 44 % de catégorie C. En Centre-Val de Loire, un cinquième des agents publics sont contractuels, avec une proportion proche dans chacun des trois versants.

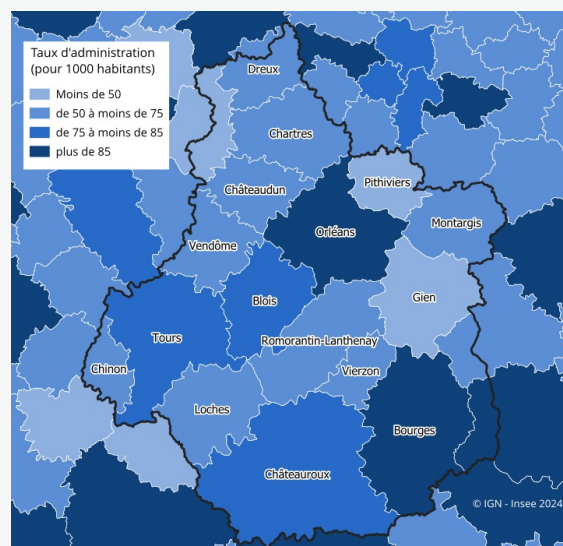
Une progression du nombre d'agents publics par habitant dans l'Indre et l'Indre-et-Loire depuis 2016

Le nombre d'agents publics pour 1 000 habitants en 2021 est le plus élevé dans le département du Loiret (78,9 ‰) et le plus bas dans celui d'Eure-et-Loir (65,9 ‰). Entre 2016 et 2021, le taux d'administration progresse dans l'Indre et dans l'Indre-et-Loire, tandis qu'il diminue dans les autres départements de la région. Dans l'Indre, cette évolution s'explique notamment par la baisse importante de la population.

À un niveau géographique plus fin, le taux d'administration est plus élevé dans la zone d'emploi d'Orléans (92,4 ‰), plus faible dans celles de Gien (48 ‰) et de Pithiviers (48,1 ‰) ► **figure 1**. Comme dans les autres zones

d'emploi de France comportant le chef-lieu de région, la fonction publique d'État est davantage présente dans celle d'Orléans (40,2 ‰). La fonction publique territoriale est la moins bien représentée dans les zones d'emploi de Loches (17,0 ‰) et de Pithiviers (17,8 ‰) ; la fonction publique hospitalière dans celles de Gien (14,2 ‰) et de Pithiviers (14,8 ‰). Dans la zone d'emploi de Gien, le nombre d'agents publics pour 1 000 habitants est nettement inférieur à la moyenne régionale dans chacun des trois versants.

► 1. Taux d'administration par zone d'emploi en 2021



Champ : Zones d'emploi de France métropolitaine, postes principaux non annexes au lieu de travail au 31 décembre 2021, hors militaires, élèves et services civiques.
Sources : Insee, Système d'Informations sur les Agents des Services Publics (Siasp) 2021, Recensement de la population 2021.

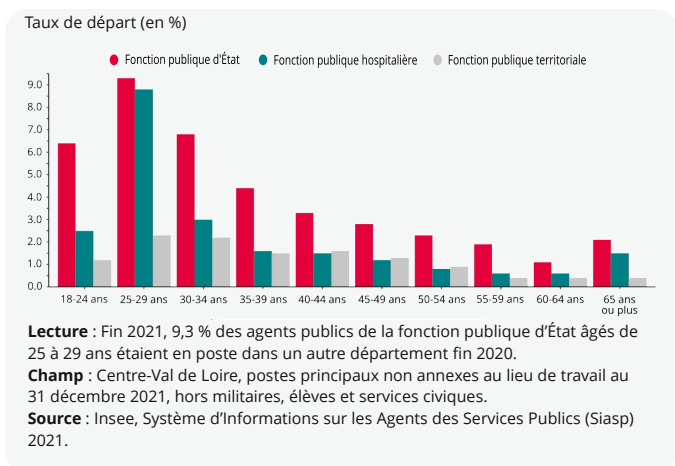
Plus d'agents publics mobiles parmi les jeunes, moins dans le versant territorial

En 2021, le Centre-Val de Loire compte davantage d'arrivées que de départs (22 300 agents contre 21 200). Parmi les arrivées, 14,4 % relèvent de mobilités géographiques. Cette part est supérieure en France métropolitaine hors Île-de-France (18,7 %). Parmi les départs, 14,0 % sont des mobilités géographiques (18,6 % en France métropolitaine hors Île-de-France).

En 2021, 2,4 % des agents publics étaient en poste dans un autre département l'année précédente (2,2 % en France métropolitaine hors Île-de-France). Cette part varie nettement selon les catégories des agents de la fonction publique. Ainsi, 4,2 % des agents de catégorie A en poste en 2021 travaillaient dans un autre département en 2020, contre 2,3 % des agents de catégorie B et 1,0 % des agents de catégorie C. La proportion d'agents ayant changé de département est plus élevée dans la fonction publique d'État (3,8 %) où les agents de catégorie A sont majoritaires (62,5 % des agents). Elle est plus faible dans la fonction publique hospitalière et territoriale (respectivement 2,3 % et 1,2 %) où exercent des proportions supérieures d'agents de catégorie B et C. Les écarts par versant s'expliquent ainsi en grande partie par les différences de répartition par catégorie. Néanmoins, la part d'agents de catégorie B et C ayant effectué un changement de département est plus élevée dans la fonction publique d'État que dans les deux autres versants.

Les agents publics les plus jeunes effectuent plus fréquemment une mobilité impliquant un changement de département ► **figure 2**. La part des agents publics de la région entre 25 et 29 ans ayant changé de département est supérieure à la moyenne observée en France métropolitaine hors Île-de-France (7,2 % contre 6,5 %). Aux âges les plus élevés, la mobilité géographique est également supérieure dans la fonction publique territoriale en Centre-Val de Loire.

► 2. Proportion d'agents travaillant dans un autre département l'année précédente par âge et par versant en 2021



L'Île-de-France, première région d'origine et de départ des agents publics

La région entretient des relations soutenues et déséquilibrées avec l'Île-de-France. Plus de 40 % des arrivants proviennent d'Île-de-France et 22 % des sortants rejoignent l'Île-de-France ► **figure 3**.

Les autres mouvements relèvent de logiques bien connues : un déficit avec les régions du Sud, qui n'est pas nouveau et maintenant avec celles du littoral atlantique, plus attractif. À l'inverse, la région enregistre plutôt un excédent sur les régions au Nord ou à l'Est.

À l'échelle des départements de la région, ces éléments communs se retrouvent, mais il existe également des différences notables, entre l'Indre-et-Loire qui attire les agents publics des autres départements de la région, l'Eure-et-Loir et le Loir-et-Cher qui entretiennent des relations plus soutenues avec l'Île-de-France et les autres départements de la région.

Dans le Loir-et-Cher les relations avec le reste de la région sont presque à l'équilibre. Le Cher et l'Indre entretiennent des relations à peu près équilibrées avec les autres départements de la région et d'une manière générale avec beaucoup de territoires. Un quart des mobilités géographiques se font avec la Nouvelle-Aquitaine dans l'Indre. Plus d'un arrivant sur dix dans le Cher vient de Bourgogne-Franche-Comté et autant d'Auvergne-Rhône-Alpes.

L'Eure-et-Loir se distingue par un fort excédent avec l'Île-de-France et un petit déficit vers les autres départements de la région. La situation est identique dans le Loir-et-Cher.

Enfin l'Indre-et-Loire correspond visiblement davantage à une destination finale et moins à un territoire de passage avec un excédent net sur les autres départements de la région (+150 par an). ●

Thibaud Fégar, Émilie Piraux (Insee), Jean-Christophe Wioland (Plateforme régionale d'appui interministériel à la gestion des ressources humaines Centre-Val de Loire)

► 3. Mobilités entre le Centre-Val de Loire et les autres régions en 2021

Région	Arrivées de	Départs vers
Île-de-France	1 300	640
Nouvelle-Aquitaine	420	540
Pays de la Loire	250	400
Auvergne-Rhône-Alpes	220	290
Bourgogne-Franche-Comté	190	130
Normandie	160	170
Occitanie	140	210
Hauts-de-France	140	80
Grand Est	120	80
Bretagne	100	230
Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse	100	110
France métropolitaine	3 140	2 880

Champ : Régions de France métropolitaine, postes principaux non annexes au lieu de travail au 31 décembre 2021, hors militaires, élèves et services civiques.

Source : Insee, Système d'Informations sur les Agents des Services Publics (Siasp) 2021.

► Encadré : le mot du partenaire

En 2023, 11 200 offres d'emplois ont été publiées pour la fonction publique d'État et la fonction publique territoriale en région Centre-Val de Loire sur le site choisirleservicepublic.gouv.fr, soit une augmentation de 11 % par rapport à 2022. La totalité des postes de la fonction publique territoriale sont des postes vacants, alors que près d'un quart (22,4 %) des postes de la fonction publique d'État sont des postes susceptibles d'être vacants.

Pour la fonction publique territoriale, 4 domaines (sur les 29 domaines) concentrent 57 % des postes publiés : « Interventions techniques et logistiques », « Animation, jeunesse et sports », « Social, enfance et famille » et « Ressources humaines ». Dans les services de l'État, les domaines qui recrutent le plus sont : « Direction et pilotage des politiques publiques », « Interventions techniques et logistiques », « Ressources humaines » et « Numérique ». Pour ces deux versants, les profils de chargé de gestion administrative ou de paie sont les plus recherchés : 700 offres publiées en 2023 (200 dans la fonction publique d'État et 500 dans la fonction publique territoriale).

► Pour comprendre

L'étude porte sur les agents en postes en Centre-Val de Loire au 31 décembre, hors militaires, élèves et services civiques militaires, agents en disponibilité ou détachement, agents en congé longue durée, élus, en service civique ou élèves fonctionnaires.

► Pour en savoir plus

- Rapport annuel sur l'état de la fonction publique – édition 2023, DGAFF, décembre 2023.
- **Piraux É., Simonovici M.,** "Stabilité des effectifs dans les fonctions publiques d'État et territoriale entre 2011 et 2020", *Insee Analyses Centre-Val de Loire n°98*, juillet 2023.

